

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 SAINT-ETIENNE

SAINT-ETIENNE, le 14/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES VIAL SE SARL

14 Avenue des Rossignols
42890 Sail-sous-Couzan

Références : UID4243 MEA 023 0085
Code AIOT : 0006101301

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2023 dans l'établissement CARRIERES VIAL SE SARL implanté Goutte de l'Heur 42130 Saint-Sixte. L'inspection a été annoncée le 24/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été programmée suite à un signalement fait auprès de l'OFB concernant l'installation de prélèvement d'eau dans le Lignon.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES VIAL SE SARL
- Goutte de l'Heur 42130 Saint-Sixte
- Code AIOT : 0006101301
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'autorisation initiale en date du 17 novembre 1987 a été renouvelée et étendue par arrêté préfectoral en date du 10 juillet 2003.

La société VIAL exploite sur cette carrière un gisement de micro-granite (granite à grains très fins) pour l'élaboration de granulats destinés à l'entretien des chaussées et plateformes. Les matériaux élaborés sont également utilisés en partie pour la fabrication de béton prêt à l'emploi, dans la centrale située sur le carreau de la carrière.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prélèvement d'eau dans le milieu
- gestion des rejets
- gestion des stockages de produits liquides

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 10/07/2003, article 10.1	/	Sans objet
2	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 10/07/2003, article 10.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite avait pour but de vérifier les dispositions prises pour la gestion globale des eaux sur site. Plusieurs écarts ont été constatés et notamment l'absence de compteur d'eau et l'utilisation de l'eau du Lignon en lieu et place des eaux de ruissellement collectées. On constate également une mauvaise gestion de l'installation (fuite d'eau), un suivi peu rigoureux des rejets d'eau (analyses incomplètes) et un stockage inadapté des produits liquides (huiles).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2003, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1) Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés hors du périmètre de la carrière. A l'exception des dépannages, les opérations d'entretien ne seront pas réalisées sur le site de la carrière. Le ravitaillement des engins sur le site est réalisé par un véhicule «ravitailleur» spécialement équipé les engins étant placés sur une aire étanche formant rétention spécialement aménagée à l'intérieur de la carrière. 2) Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir; - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Ces stockages seront effectués hors du site de la carrière. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux pluviales ni à la réserve incendie.
Constats : L'aire de ravitaillement est reliée à un séparateur hydrocarbures. L'exploitant a été en mesure de justifier l'entretien de cet équipement en fournissant le bordereau du prestataire (dernier pompage de l'intérieur du séparateur hydrocarbures réalisé le 20/11/2020). <i>L'exploitant doit néanmoins Justifier la fréquence de pompage (procédure ? Vérification ?).</i> Les produits nécessaires au fonctionnement de l'installation sont stockés à l'intérieur d'un local-container. Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de 4 fûts de 200 litres et quelques bidons. <i>Ce local ne fait pas rétention et n'est équipé d'aucune rétention mobile.</i>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2003, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de décantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un bassin de décantation sera implanté au point bas de la carrière préalablement à la reprise des travaux d'extraction ; ses dimensions initiales ne seront pas inférieures à 230 m² (superficie) et 2,1 m (profondeur utile). Elles seront progressivement portées à 520 m² (superficie) en fin de phase 1, puis à 780 m² (superficie) en fin de phase 2.</p> <p>Les eaux collectées dans le bassin seront utilisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • A l'arrosage des pistes, • Pour les dispositifs de dépoussiérage, • Pour la défense contre l'incendie (on aménagera, dès l'origine, l'accès à ce bassin de façon à permettre la mise en place d'un dispositif de pompage). <p>Avant rejet, les eaux du carreau transiteront dans le bassin de décantation.</p> <p>Les eaux rejetées devront respectées les caractéristiques minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; • la température est inférieure à 30°C ; • les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ; • la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ; • les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114). <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures. Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>L'efficacité du bassin de décantation sera vérifiée par une analyse des eaux rejetées effectuée dans l'année suivant la signature du présent arrêté. En l'absence de rejet, on analysera l'eau du bassin. Seront contrôlés : pH, DCO, MES et teneur en hydrocarbures.</p> <p>Un tel contrôle sera renouvelé en cas de plainte fondée concernant la qualité des eaux rejetées et, en l'absence de plainte, au moins annuellement.</p> <p>Constats :</p> <p>Bassins de décantation :</p> <p>Sur le carreau, plusieurs bassins sont disponibles pour recueillir les eaux de ruissellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un bassin à l'entrée immédiate du site, qui recueille les eaux s'écoulant sur la partie est; ce bassin a un exutoire vers le Lignon. - 3 bassins en série à l'ouest du carreau qui recueillent les eaux de ruissellement principalement des fronts ainsi que les eaux en provenance de la centrale à béton; ces bassins ont un exutoire vers le Lignon. <p>A l'entrée de la carrière, un accès est possible au point de connexion aux 2 exutoires précédents, avant le Lignon.</p> <p>Même si les volumes n'ont pu être déterminés avec exactitude, il semble que les superficies attendues soient respectées. Néanmoins, ces dispositions seront mise à jour dans le cadre de l'instruction du dossier en cours.</p> <p>L'exploitant est tenu de réaliser une surveillance annuelle de la qualité des eaux à la sortie du site. Le dernier prélèvement a été réalisé en décembre 2022. Les résultats sont conformes pour les paramètres MES, DCO et hydrocarbures. <i>En revanche le rapport d'analyses ne présente pas de résultats de pH et de température. Ces mesures doivent être systématiques.</i></p>

Les eaux collectées dans les bassins sont utilisées pour la centrale à béton et pour l'arrosage des pistes. *En revanche, les eaux utilisées pour les dispositifs de dépoussiérage (brumisation) proviennent exclusivement du milieu naturel (pompage dans le Lignon) ce qui est non conforme aux dispositions de l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral.*

Observations : En ce qui concerne la consommation d'eau, la visite a permis de constater :

- l'absence de compteur d'eau sur le pompage dans le milieu naturel,
- un fonctionnement continu de la pompe qui engendre un débordement permanent retournant au milieu naturel mais avec des pertes (éclaboussures) et des fuites importantes à 2 endroits; ce système rend plus difficile l'estimation du volume d'eau réellement utilisé.

Dans le cadre des dispositions "sécheresse", il est demandé aux exploitants d'établir un diagnostic précis de la consommation d'eau et des rejets.

Cette visite a donc été l'occasion de mettre en évidence les faiblesses du suivi des consommations d'eau et de sensibiliser l'exploitant à l'obligation d'économie l'eau.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet